

Ce document est une publication en ligne convertie en format PDF par la Bibliothèque de l'Assemblée nationale pour fin de conservation. Certains hyperliens externes contenus dans ce document peuvent être inactifs.

Salle de presse

L'Agro-indicateur 2020 : Une conjoncture agricole touchée par la pandémie de COVID-19

Publié le 12 novembre 2020

Faits saillants

La pandémie de COVID-19 et les mesures prises pour la combattre ont eu pour conséquences de perturber l'ensemble des activités économiques de sorte que le produit intérieur brut (PIB) devrait connaître une diminution de l'ordre de 4,6 % au niveau mondial pour l'année 2020. Au Québec et dans l'ensemble du Canada, les diminutions prévues de PIB atteignent respectivement 6,1 % et 5,5 %. Avec le début du déconfinement au mois de mai, l'activité économique a amorcé une remontée graduelle au Québec et ailleurs dans le monde, ce qui constitue un élément de perspective favorable pour le secteur agricole, notamment en ce qui a trait aux débouchés provenant du secteur de la restauration. Les prévisions de croissance économiques en 2021 pour le Québec, le Canada et l'ensemble du monde atteignent 5,0 %, toutes les trois. Afin de soutenir l'économie et sa relance, la Banque du Canada (BC) a abaissé le taux directeur de 1,5 point de pourcentage pour l'établir à 0,25 %, soit sa valeur plancher, et lancé plusieurs mesures d'assouplissements monétaires visant à diminuer les tensions sur les marchés de financement et améliorer la liquidité. Ces actions prises par la BC contribuent à faciliter les emprunts des ménages et des exploitations agricoles ainsi qu'à diminuer les taux d'intérêt. Les conséquences économiques de la pandémie et les mesures prises pour y faire face ont fortement varié dépendamment des secteurs, des entreprises et des canaux de commercialisation. Globalement, l'année 2020 devrait s'avérer moins profitable en raison de plusieurs éléments qui laissent présager une croissance des coûts supérieure à celle des revenus. En dépit de l'impact majeur de cette pandémie, le revenu agricole net en 2020 pourrait se situer aux alentours de 750 M\$, soutenus notamment par les résultats favorables du premier trimestre, la dépréciation de la devise canadienne au deuxième trimestre et la hausse des paiements versés aux producteurs agricoles dans le cadre des différents programmes gouvernementaux.

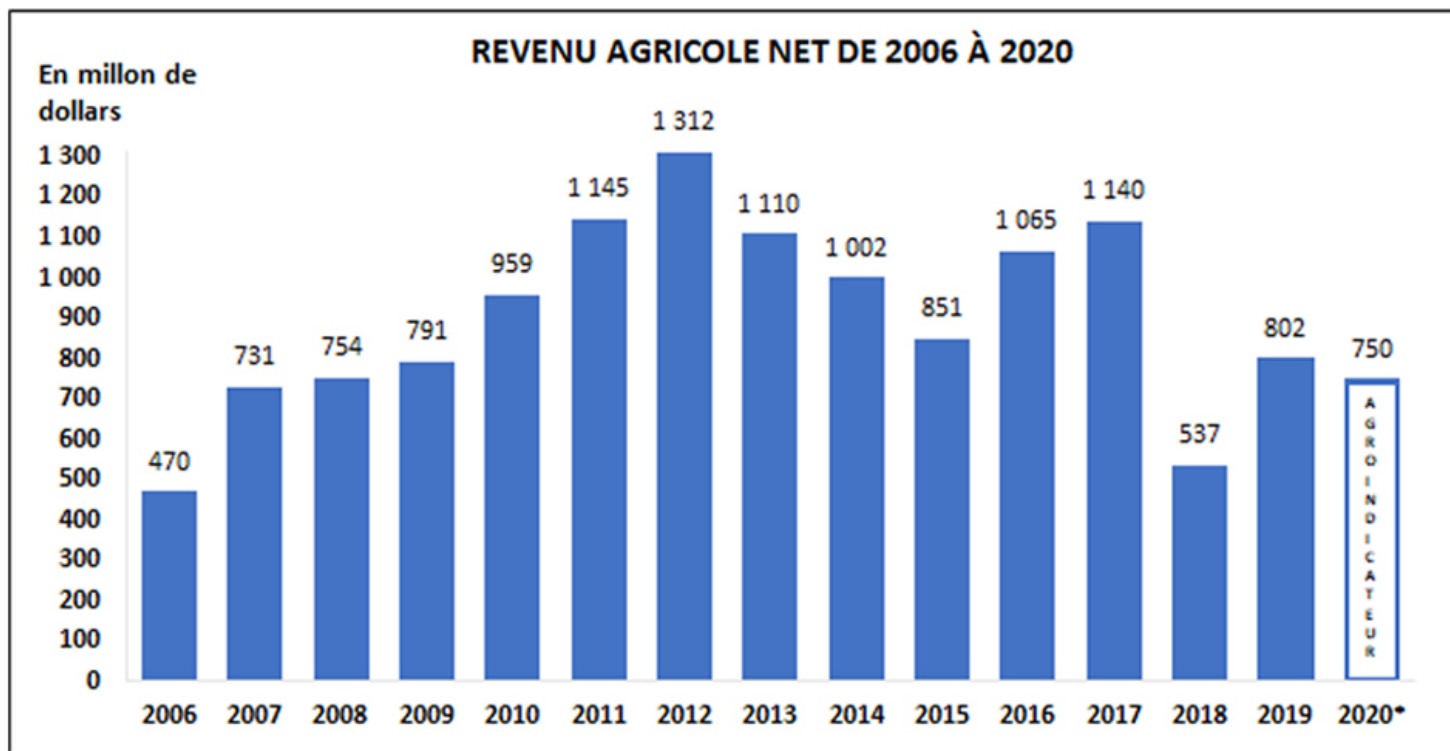
Méthodologie

L'Agroindicateur est un modèle économétrique qui permet d'estimer le revenu agricole net de l'année en cours à partir de variables qui représentent l'économie agricole du Québec. Les recettes monétaires agricoles, les prix des produits agricoles et de certains intrants ainsi que le taux de change font partie des données utilisées pour estimer la variation du revenu agricole net. La définition du revenu agricole net correspond à la soustraction entre d'une part les recettes monétaires agricoles totales, c'est-à-dire, les recettes monétaires de marché provenant des produits agricoles et les paiements directs aux producteurs agricoles et d'autre part les dépenses d'exploitations, les amortissements et la valeur de la variation des stocks.

Le contexte

Au cours des deux dernières années, le revenu agricole net (RAN) a connu des variations historiquement élevées. En 2018, la valeur du RAN a chuté de 53 % ou 603 M\$ en raison à la fois d'une hausse élevée des dépenses d'exploitations et d'une stagnation des recettes monétaires agricoles, puis, en 2019, celle-ci a bondi de 49 % ou 265 millions de dollars pour atteindre 802 millions de dollars ce qui s'explique principalement par une forte hausse des recettes monétaires agricoles. Au cours du premier semestre 2020, la croissance des recettes monétaires agricoles du Québec a notamment bénéficié de la faiblesse du dollar canadien et a atteint 4,7 % sans considérer la production de cannabis, et 9,0 % en l'incluant. Cette croissance du côté des revenus ne révèle toutefois pas les difficultés rencontrées notamment pour les productions maraîchères qui apparaîtront au cours du second semestre. Les incertitudes vécues entourant la venue des travailleurs étrangers et le manque de ces derniers aux champs auront un impact sur les ventes agricoles au second semestre. Le portrait apparaît variable d'un secteur à l'autre pour le deuxième semestre et il est plausible que la croissance pour l'ensemble de l'année 2020 soit aux alentours de celle du premier semestre. Les dépenses d'exploitation ont augmenté respectivement de 8 % et 5 % en 2018 et 2019 et cette tendance pourrait se poursuivre en 2020 dans le contexte actuel. En effet, les exigences et difficultés rencontrées, conjuguées à une pénurie de foin, ont mis une pression à la hausse sur les dépenses d'exploitations, ce qui laisse présager une poursuite de la tendance à la hausse des deux dernières années au chapitre des dépenses. Bien que la baisse des taux d'intérêt prenne un certain délai avant de se concrétiser du côté des exploitations agricoles, celle-ci devrait contribuer à limiter l'augmentation des dépenses. Ainsi, le revenu agricole net en 2020 pourrait se situer aux alentours de 750 M\$, soit un niveau inférieur à celui de 2019.

Revenu agricole net de 2006 à 2020



* Préviation

[Version texte du graphique Revenu agricole net de 2006 à 2020](#) ✓

De 2006 à 2012, le revenu agricole net annuel total québécois a connu une progression continue pour atteindre un maximum de 1312 millions de dollars en 2012 par rapport à 470 millions de dollars en 2006. De 2013 à 2019, le revenu agricole net total du Québec a oscillé entre 537 et 1140 millions de dollars. En 2020, selon la prévision de l'Agroindicateur, le revenu agricole net pourrait atteindre 750 millions de dollars.

Revenu agricole au Québec de 2012 à 2019 (en millions de dollars)

Catégories de revenus	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Moyenne 2012-2019
Recettes monétaires – Cultures	2 730	2 828	2 679	2 726	3 228	3 130	3 216	3 571	3 014
Recettes monétaires – Bétail	4 917	5 035	5 506	5 279	5 155	5 338	5 222	5 546	5 250
Recettes monétaires du marché	7 647	7 863	8 185	8 005	8 382	8 469	8 438	9 117	8 263
Paiements de programmes	769	506	321	201	393	314	462	535	438
Recettes monétaires agricoles totales	8 416	8 369	8 506	8 206	8 776	8 782	8 900	9 652	8 701
Dépenses d'exploitation nettes	6 292	6 479	6 570	6 631	6 740	6 817	7 336	7 688	6 819
Revenu net comptant	2 124	1 890	1 936	1 575	2 035	1 965	1 565	1 963	1 882
Revenu net total*	1 312	1 110	1 002	851	1 065	1 140	537	802	977

- Source : Statistique Canada, tableaux 32-10-0052-01 et 32-10-0045-01 (consultation en septembre 2020)
- * Revenu net total tenant compte de l'amortissement, de la valeur de la variation des stocks et du revenu en nature

La conjoncture économique

La conjoncture mondiale et canadienne

La crise sanitaire liée à la COVID-19 a mené à une baisse de l'activité économique, mesurée par le produit intérieur brut (PIB), de l'ordre de 4,6 % au niveau mondial pour l'année 2020 comparativement à une hausse de 2,9 % en 2019. Dans le groupe des pays avancés, le PIB devrait se contracter de 5,9 % en 2020. Les diminutions prévues pour les États-Unis, la zone euro et le Japon s'élèvent respectivement à 4,2 %, 7,9 % et 4,8 %. L'activité économique de ces partenaires commerciaux majeurs du Québec et de l'ensemble du Canada devrait rebondir en 2021 avec des croissances aux alentours de 4,3 % pour la zone euro et de 3,2 % pour les États-Unis et le Japon. En ce qui a trait aux économies émergentes et en développement, la diminution du PIB en 2020 devrait se situer à 3,9 %, et s'avérer moins prononcée en raison du poids de la Chine qui fait figure à part avec une hausse prévue de son PIB de 1,1 % principalement en raison du fait qu'elle fut la première frappée par la COVID-19. Le rebond du PIB attendu en 2021 atteint 7,9 % en Chine et 6,1 % dans l'ensemble des économies émergentes et en développement. Au Québec et dans l'ensemble du Canada, les diminutions prévues de PIB atteignent respectivement 6,1 % et 5,5 % ce qui, dans le contexte actuel, correspond à un ordre de grandeur comparable à la baisse de 5,9 % pour l'ensemble des économies avancées. Depuis le deuxième semestre 2020, l'activité

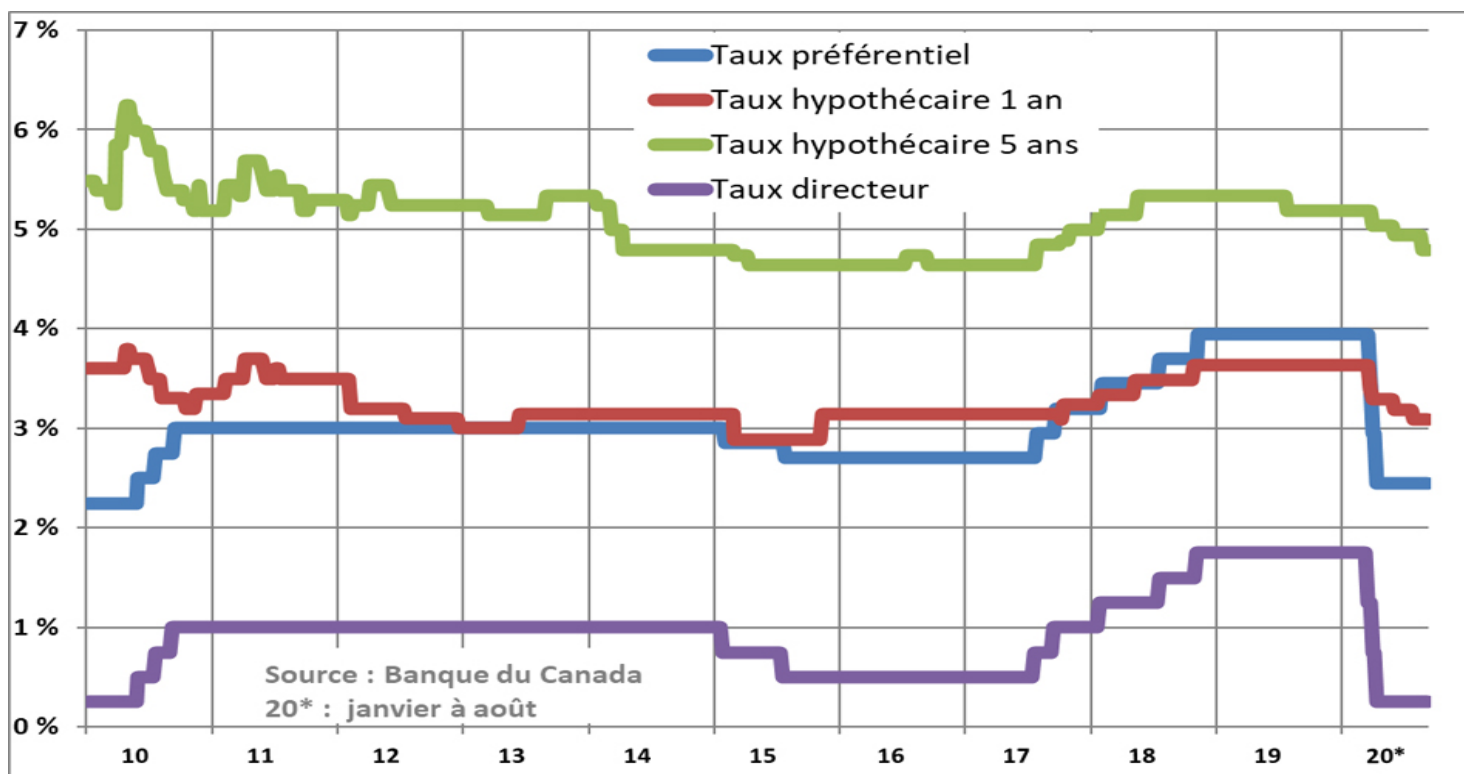
économique a amorcé une remontée graduelle au Québec. Les prévisions de croissance économique en 2021 pour le Québec, le Canada et l'ensemble du monde atteignent toutes les trois, 5,0 %.

Incidences sur l'agriculture du Québec

Taux directeur et taux d'intérêts

La Banque du Canada (BC) a réagi rapidement et vigoureusement aux perturbations sur les marchés financiers et aux conséquences économiques prévisibles des mesures prises pour faire face à la pandémie de COVID-19. La BC a d'une part abaissé le taux directeur de 1,5 point de pourcentage pour l'établir à 0,25 %, soit sa valeur plancher, et d'autre part lancé plusieurs mesures d'assouplissements monétaires visant à atténuer les tensions sur les marchés de financement et améliorer la liquidité. Ces actions prises par la BC ont contribué à faciliter les emprunts des ménages et des entreprises ainsi qu'à diminuer les taux d'intérêt. La pandémie de COVID-19 a modifié les perspectives concernant les taux d'intérêt qui devraient demeurer à des niveaux relativement bas jusqu'en 2022 et ainsi aider les exploitations agricoles à rembourser leurs emprunts. En 2018 et 2019, les frais d'intérêts de l'ensemble des exploitations agricoles québécoises ont connu des hausses importantes de respectivement 24 % et 21 %. Ainsi, les taux d'intérêt plus faibles en 2020 améliorent les perspectives de rentabilité à long terme.

Taux d'intérêt administrés des banques à charte, 2010 à 2020



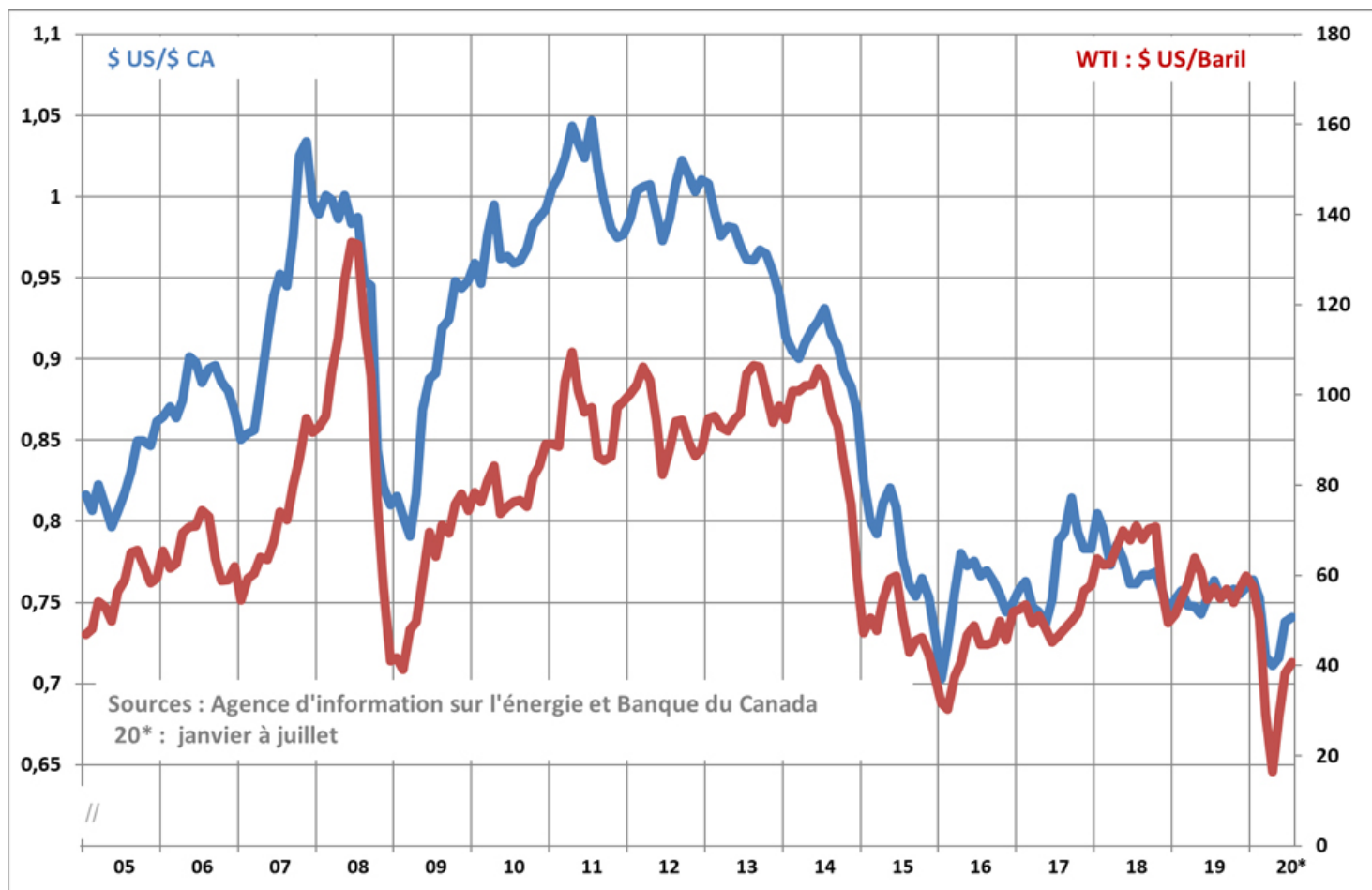
[Version texte du graphique Taux d'intérêt administrés des banques à charte, 2010 à 2020](#) ✓

De 2010 à 2017, le taux directeur et les taux d'intérêts ont connu une certaine stabilité marquée de quelques variations dont une légère baisse de 2015 à 2016. À la moitié de l'année 2017, les taux ont amorcé une hausse suivie d'une stagnation en 2019. Avec le début de la pandémie au mois de mars 2020, les taux ont chuté et ont atteint généralement les mêmes niveaux qu'en 2016.

Prix du pétrole et taux de change

Le contexte actuel a également eu pour effet de générer une chute de la demande et du prix du pétrole à l'échelle mondiale. La valeur de la devise canadienne a alors également chuté en raison notamment de la baisse du prix du pétrole dont elle est tributaire et du fait que le dollar américain représente une valeur refuge en cas d'incertitudes. Ces conditions ont eu pour effets de diminuer les dépenses en carburant et de permettre une meilleure rémunération en dollars canadiens pour les produits agricoles québécois et canadiens dont les prix de référence sont fixés en dollars américains. Cependant, un dollar canadien déprécié exerce une pression à la hausse sur les prix des achats d'intrants importés, dont les machineries et les équipements servant aux exploitations agricoles. Depuis sa chute du mois de mars, la valeur de la devise canadienne a augmenté, mais celle-ci devrait demeurer suffisamment près des 75 cents US au cours du deuxième semestre 2020 pour continuer à favoriser les revenus agricoles du Québec, même s'il s'agit d'un facteur baissier sur les revenus agricoles québécois en comparaison au premier semestre.

Taux de change et prix du pétrole, 2005 à 2020



[Version texte du graphique Taux de change et prix du pétrole, 2005 à 2020](#) ✓

Le taux de change et le prix du pétrole ont connu une tendance à la hausse de 2005 à 2008 pour chuter en 2009 et ainsi retourner aux niveaux de 2005. Par la suite, la reprise de leur croissance fut aussi annulée par une chute importante amorcée au second semestre de 2014 et qui s'est terminée au début de l'année 2016. De 2016 à 2018, la tendance fut à la hausse et caractérisée par de nombreuses oscillations tant pour le prix du pétrole que le taux de change. En 2019, les valeurs de ces deux variables économiques ont diminué et ont connu de moins fortes oscillations. Avec le début de la pandémie au mois de mars 2020, le prix du pétrole et le taux de change ont chuté pour rebondir tout en demeurant aux niveaux planchers de la période 2005-2020.

Éléments qui affectent la profitabilité du secteur agricole québécois en 2020

Les conséquences de la pandémie de COVID-19 et des mesures nécessaires prises pour y faire face ont fortement varié dépendamment des secteurs, des entreprises et des canaux de commercialisations. Voici une liste des principaux éléments qui affectent la profitabilité du secteur agricole :

- Les éclosions du virus dans les usines de transformation et les protocoles de travail instaurés pour répondre aux exigences en matière de santé publique ont réduit la capacité d'abattage, ce qui a mis une pression à la hausse sur les dépenses des éleveurs notamment pour l'alimentation animale
- La fermeture et le ralentissement des activités des restaurants, des hôtels et des écoles ont engendré des perturbations des chaînes d'approvisionnement, générant ainsi des surplus de productions agricoles non rémunérées et des pertes de revenus provenant notamment du secteur de la restauration. L'ensemble des ventes alimentaires de ces réseaux représente environ 35 % de la valeur de la demande alimentaire au Québec.
- Les producteurs horticoles ont connu des difficultés relatives au respect des exigences en matière de santé publique lors de l'arrivée tardive des travailleurs étrangers temporaires qui n'ont pu être en nombre suffisamment élevé en 2020. De plus, la sécheresse a occasionné des pertes de rendement pour certaines productions végétales et, entre autres choses, un prix du foin plus élevé pour l'alimentation animale.

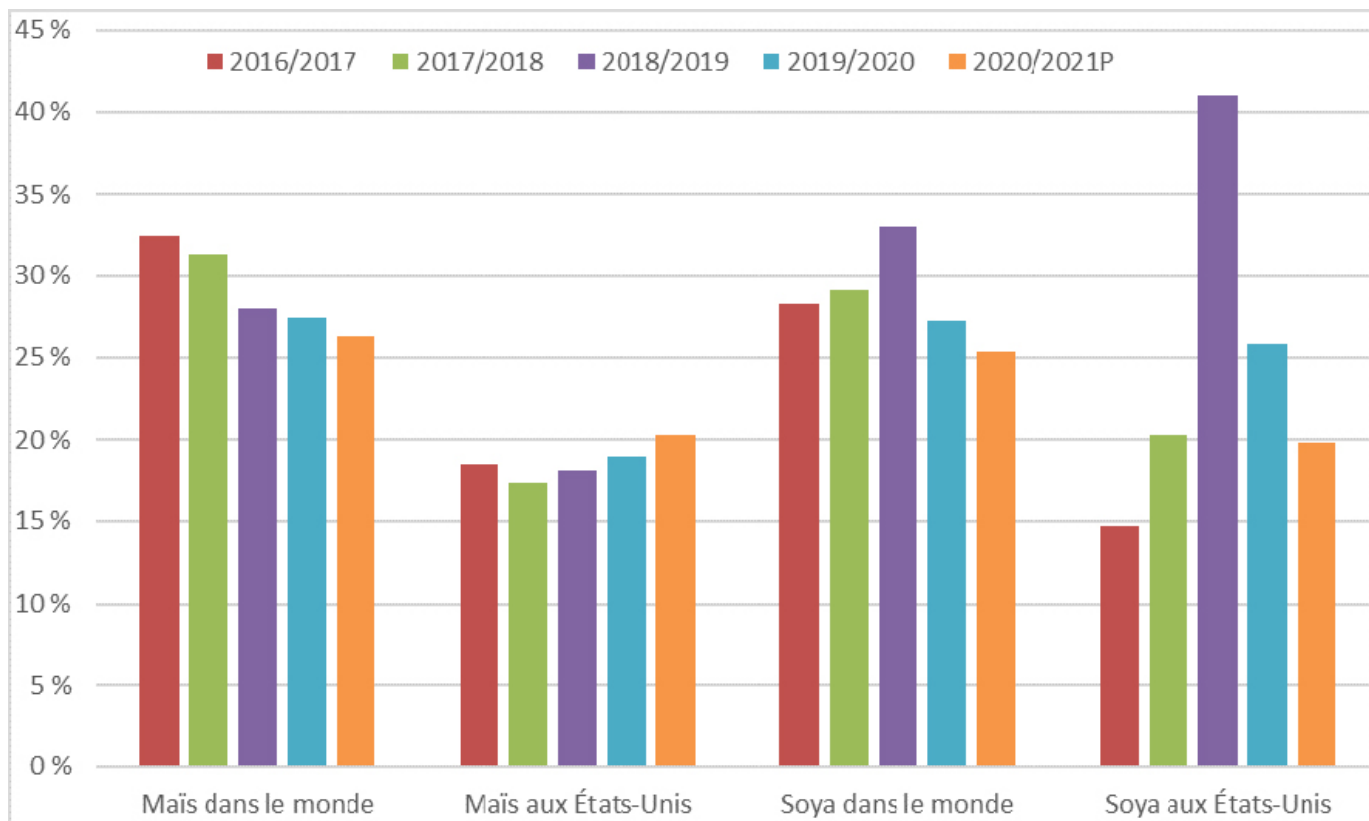
Tandis que plusieurs secteurs et entreprises ont souffert de différentes manières des conséquences relatives à la pandémie, certains secteurs ont connu une année plutôt favorable. C'est le cas pour certaines activités d'agrotourisme. Les Québécois ont apprécié l'offre touristique des régions du Québec en 2020.

Les productions végétales

Du côté des productions végétales, la valeur des recettes des cultures a stagné avec une croissance de 0,2 % sans tenir compte de la production de cannabis, mais de 12,7 % en incluant cette nouvelle production. La plupart des recettes provenant des productions végétales ont connu des baisses

au cours du premier semestre 2020 en comparaison à la même période en 2019. Certaines exceptions sont notables dont notamment le soya et l'acériculture avec des hausses de respectivement 28 % et 10 %. Si la baisse des revenus provenant des productions maraîchères est attendue au cours du deuxième semestre 2020, du côté des recettes tirées des céréales et des oléagineux, la situation devrait s'avérer favorable en raison d'une augmentation des quantités produites et des prix notamment pour le soya. En effet, à l'échelle internationale et nord-américaine, la demande de soya a progressé au cours du deuxième semestre avec la reprise de la vigueur des importations de la Chine. Les prévisions du département américain de l'Agriculture (USDA) sont à l'effet d'une baisse des ratios stocks-utilisations de soya.

Ratio du stock de clôture sur la consommation totale de maïs et de soya



[Version texte du graphique Ratio du stock de clôture sur la consommation totale de maïs et de soya](#) ✓

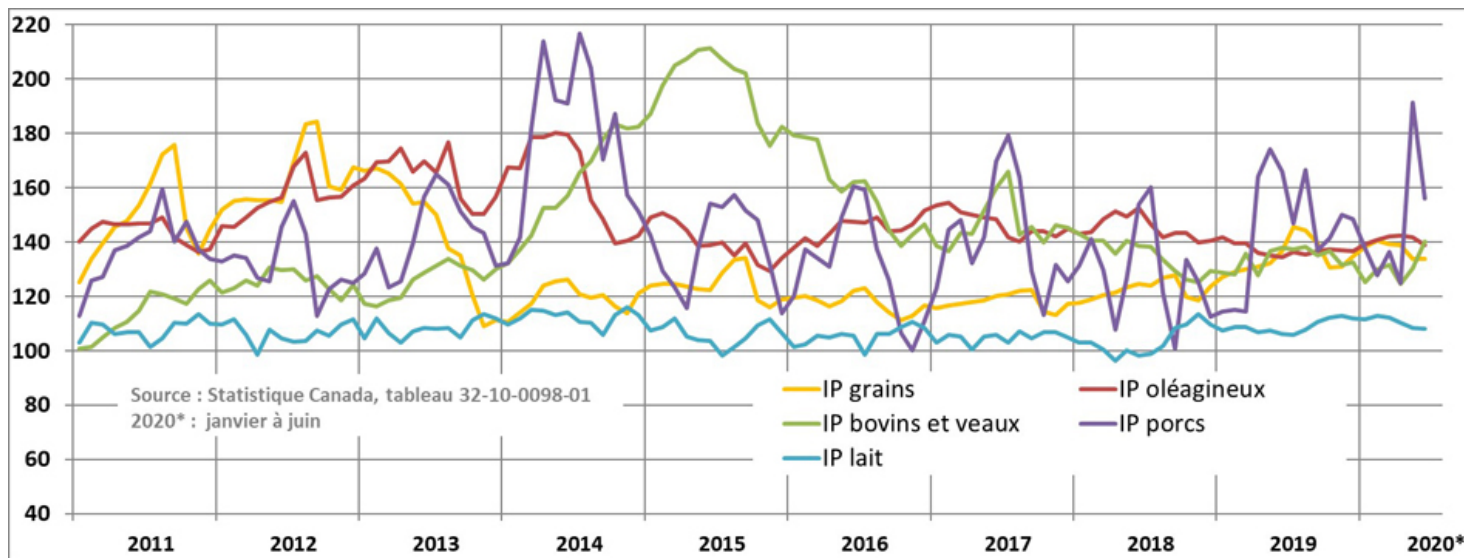
De 2016-2017 à 2018-2019, le ratio du stock de clôture de soya divisé par la consommation totale a augmenté aux États-Unis et au niveau mondial. Entre 2018-2019 et la prévision de 2020-2021 ce ratio poursuit une tendance à la baisse tant aux États-Unis qu'au niveau mondial. Au cours de la même période, ce ratio est plutôt stable pour le maïs du côté des États-Unis, mais connaît une tendance à la baisse au niveau mondial. En 2020-2021, le ratio du stock de clôture sur la consommation totale devrait atteindre environ 20 % aux États-Unis tant pour le maïs que le soya.

Les productions animales

Les recettes des productions animales ont augmenté de 3,6 % au cours du premier semestre 2020 en comparaison à la même période en 2019. C'est grâce à la forte croissance de 7,5 % du premier trimestre, le deuxième trimestre n'ayant pas connu de croissance en raison des répercussions de la pandémie de COVID-19. Cette croissance modeste de 3,6 % est largement attribuable à la diminution des recettes des bovins excluant les veaux (-11,6 %) et des agneaux (-10,4 %) ainsi qu'à la faible augmentation pour le secteur laitier (1,6 %), qui représente une large part des recettes des productions animales. Les productions du poulet et du porc figurent parmi les secteurs ayant eu la plus forte croissance de leurs recettes avec respectivement 6,6 % et 9,3 %, et ce en dépit des difficultés connues lors du deuxième trimestre. Les recettes monétaires du secteur porcin ont stagné au cours du deuxième trimestre 2020 en comparaison à la même période en 2019, et ce en raison d'une chute de prix de 23 % en avril 2020 comparativement au même mois en 2019.

En fait, pour la plupart des productions, alors que l'année 2020 s'annonçait favorable au premier trimestre, les prix ont diminué au cours du deuxième trimestre en raison des circonstances relatives à la pandémie. Les indices de prix (IP) des porcs, des bovins et veaux et du lait ont diminué notamment au mois d'avril, mais pour l'ensemble du premier semestre, les indices de prix de 2020 se situent à des niveaux comparables à ceux de 2019.

Indice de prix de certains produits agricoles (IPPA), au Québec, 2011 à 2020



[Version texte du graphique *Indice de prix de certains produits agricoles \(IPPA\), au Québec, 2011 à 2020*](#) ✓

L'Indice des prix des produits agricoles (IPPA) mesure la variation des prix que reçoivent les agriculteurs pour les produits agricoles qu'ils produisent et qu'ils vendent. La période pendant laquelle l'IPPA équivaut à 100 est l'année 2007. L'indice compare, en pourcentage, les prix agricoles courants aux prix pendant l'année de référence 2007 égale à 100. L'Indice de prix (IP) du lait est relativement stable en comparaison à ceux des autres produits agricoles. Au cours de la période de janvier 2011 à juin 2020, il a oscillé entre 96 et 116. De janvier à juin 2020, il s'établit en moyenne à 111 en comparaison à 108 pour la même période en 2019. L'IP du porc est celui qui a connu le plus de variations. Il est passé de 113 à un maximum de 217 entre janvier 2011 et juillet 2014 pour redescendre à 100 vers la fin de 2016. Par la suite, il a fortement oscillé entre 100 et 191. De janvier à juin 2020, il s'établit en moyenne à 146 en comparaison à 141 pour la même période en 2019. L'IP des bovins et veaux est passé de 100 à 211 de janvier 2011 à juin 2015 pour redescendre à 128 au début de 2019. Par la suite, il a oscillé aux alentours de 133. L'IP des grains est passé de 125 à 184 entre janvier 2011 et septembre 2012 puis a diminué à 110 à la fin de 2013 pour se maintenir aux alentours de 120 jusqu'en 2018. Depuis 2019, il varie aux alentours de 135. Pour terminer, l'IP des oléagineux est passé de 140 à 180 entre janvier 2011 et mai 2014 pour diminuer à 142 en décembre 2014 et se maintenir aux alentours de cette valeur par la suite.



© Gouvernement du Québec, 2016